idée exacte de sa décadence au milieu du xviii^e siècle, si l'on ne connaissait les véritables raisons qui expliquent la diminution dont nous avons parlé.

Le premier et peut-être le plus funeste de tous les fléaux pour la vie des monastères avait été la commende; et la commende était venue à la suite des richesses. La sainteté des religieux avait fait affluer les richesses dans les abbayes et les monastères, et les richesses y firent introduire le relâchement dans la rigueur de la discipline, et l'affaiblissement des forces vitales, je veux dire de la pratique des vertus religieuses. Les libéralités des rois, des princes et des hommes riches et puissants avaient eu pour but d'obtenir, en échange des biens terrestres, les prières des religieux pour eux et pour leurs familles; ces libéralités étant destinées à secourir les pauvres. Mais cette pieuse destination ne tarda pas à être gravement compromise. Les richesses furent un objet de convoitise. On chercha à les faire servir d'appoint à la fortune des particuliers, et à la récompense de services de l'ordre purement temporel et civil pour ne dire rien de plus. Ainsi les revenus des monastères devenaient des bénéfices à la disposition des rois, des princes et des seigneurs. Les biens des couvents, au lieu d'être employés à l'entretien des religieux et des pauvres, devenaient le patrimoine des riches. Les religieux étaient condamnés à la portion congrue, tandis que le commendataire consacrait souvent à des usages profanes, à son luxe ou à son ambition, la plus grande partie des revenus des maisons religieuses. Les rois de France s'étaient réservé la nomination des titulaires aux plus grandes abbayes d'hommes et de femmes. Le cardinal Mazarin jouissait des revenus de vingt-deux des plus riches abbayes de France. La conséquence naturelle de cet état de choses était que la vocation à l'état religieux n'était